

Tout niquer devient vital

* **Recours au 49.3, déclarations présidentielles martiales : les énièmes provocations macronistes font déborder le vase de la colère prolétarienne**

Une clique macroniste déjà cernée de toutes parts par d'innombrables affaires judiciaires (Benalla, Ferrand, Kohler, Dupont-Moretti, Darmanin...), plus de 70 % de la population et 93 % des salariés opposés au report de 62 à 64 ans de l'âge légal de départ en retraite (une pensée émue pour le journalier réalisant un micro trottoir qui, dépité, a reconnu face caméra sa difficulté à dénicher des personnes hostiles aux grèves), des manifestations régulières à plusieurs millions, des grèves massives dans certains secteurs... et pourtant, malgré tout ceci, le 16 mars 2023, la première ministre Élisabeth Borne a annoncé le recours à l'article 49.3 de la constitution pour faire passer coûte que coûte la contre-réforme des retraites. Les déclarations martiales du chef de l'État dans la foulée (« *Les meutes ne l'emportent pas sur les représentants du peuple* » ; « *On va continuer à avancer à marche forcée* ») indiquent également que, inspiré par l'inflexibilité de la « Dame de fer » qui avait réussi à briser durablement les reins de la classe ouvrière britannique, Macron recherche son « moment Thatcher » : à savoir une très symbolique victoire par KO sur la classe ouvrière – ici, via l'imposition *manu militari* de ce que les macronistes présentent eux-mêmes comme « *la mère de toutes les réformes* »... Las ! Les manœuvres gouvernementales de ces dix derniers jours se heurtent pour l'instant à un mur d'abnégation : loin d'avoir entamé le moral des travailleurs et de la jeunesse en lutte, elles l'ont, au contraire, renforcé. Et, à en juger par les slogans du moment, en lieu et place d'un destin à la Thatcher, c'est plutôt le sort de Louis XVI que les exploités envisagent pour l'actuel occupant de l'Élysée. Pire encore pour la racaille bourgeoise qui nous gouverne : depuis le 16 mars, les bureaucraties syndicales – qui, jusqu'alors, contrôlaient *de facto* le mouvement – ont en partie perdu la main sur le *tempo* et sur les formes de la mobilisation. Dans une ambiance joyeuse et déterminée, les manifestations sauvages, les sabotages, les incendies, les autoréductions et autres actions directes contre des cibles emblématiques (banques, commerces de luxe, commissariats, mairies, tribunaux, préfectures, etc.) se multiplient. Probablement plus lucide que les idéologues macronistes, la presse quotidienne régionale l'admet : « *dans ce contexte de plus en plus éruptif, la voie de la radicalité ne fait plus peur à personne* » (*La Montagne*, 23 mars 2023).

* **Les flics, sicaires d'une bourgeoisie française revancharde, tiennent le régime à bout de bras**

Pour l'instant, la réponse étatique à ces mobilisations de plus en plus autonomes réside en un surcroît de répression policière sur fond de haine de classe encore plus exacerbée (de Carla Bruni se moquant des conditions de travail d'un éboueur au politologue Pascal Perrineau ironisant au sujet des manifestants qui auraient « *un niveau extrêmement*

faible de la maîtrise de l'article 49.3 »). La formule politique qui a fait florès lors de l'écrasement du mouvement des Gilets Jaunes est réutilisée : elle repose sur une alliance objective entre le gouvernement macroniste et le RN (parti dont la cheffe Marine Le Pen s'est récemment vantée d'avoir joué les « *pompiers* » lors du mouvement des GJ susmentionné) par le biais de forces répressives sadiques obéissant docilement au premier tout en étant massivement acquiescentes aux thèses xénophobes et réactionnaires du second. Conséquence directe du blanc-seing gouvernemental accordé aux flics, ces derniers font assaut de barbarie, *a fortiori* depuis le 16 mars : humiliations diverses (insultes racistes, menaces, tabassages, recours à des chiens), énucléations, utilisation de grenades de désencerclement (pourtant classées comme armes de guerre) contre des populations civiles ayant abouti à des mutilations et même – sinistre nouveauté – agressions sexuelles commises sur des manifestantes à Nantes. À l'instar du premier flic de France Darmanin affirmant (à rebours de la jurisprudence de la cour de cassation) que la participation à une manifestation non déclarée constitue un « *délit* » et de ses soudards utilisant massivement la technique de la nasse (pourtant invalidée en l'état par la plus haute juridiction administrative), la bourgeoisie hexagonale s'affranchit sans cesse davantage de son propre cadre juridique afin d'assurer sa survie en tant que classe. Ces marches récemment gravies en matière d'horreur répressive (qui ne sont certainement pas les dernières) contrastent pour l'instant avec l'opposition d'une fraction de la magistrature, qui n'a donné presque aucune suite judiciaire aux centaines de GAV des jours derniers. Reste à voir si ces juges rentreront dans le rang à la suite des consignes de fermeté accrues diffusées par le regrettable ministre de la justice Dupont-Moretti ou bien s'ils maintiendront peu ou prou leur refus d'être instrumentalisés à des fins de répression d'un mouvement social. Le fanatisme idéologique bourgeois teinté d'idolâtrie répressive qui anime la macronie et ses alliés (c'est-à-dire principalement le faf « Zemmour-compatible » Eric Ciotti et ce qu'il lui reste de troupes estampillées LR) peut se mesurer à l'aune de l'écart entre leurs obscènes déclarations d'amour à la flicaille et celles de Dunja Mijatovic (commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe) et de Clément Voule (rapporteur spécial de l'ONU sur le droit de réunion pacifique et d'association) qui, tous deux, sont bien obligés de constater un « *usage excessif de la force* » sur le territoire hexagonal.

* **L'intersyndicale véreuse et les partis de gauche tablent sur une amnésie des travailleurs pour conserver leur mortifère leadership sur les luttes**

La fausse lutte spectaculaire entre, d'une part, les macronistes et, d'autre part, les bureaucrates syndicaux (réunis pour l'occasion en « intersyndicale ») et les dirigeants des partis de gauche ne doit pas faire perdre de vue que toute cette fange suspecte est liée par un attachement commun au capitalisme et à l'État et – en

corollaire – par la même sainte aversion pour toute lutte autonome susceptible d'ouvrir la voie à une révolution prolétarienne. Pour briser ce miroir aux alouettes, rappelons que – sous couvert d'antifascisme – les syndicats et les partis de gauche ont appelé à voter pour l'actuel président au deuxième tour de la présidentielle de 2022... alors même que la retraite à 65 ans figurait dans le programme de Macron et que le funeste bilan de son premier quinquennat (marqué notamment par la répression sanglante du mouvement des Gilets Jaunes et d'innombrables attaques contre les conquies sociaux et les libertés publiques, collectives et individuelles) ne laissait aucun doute sur le fait que cet infect grand bourgeois – anticommuniste primaire, fasciné par la monarchie, admirateur de Pétain – était bien plus proche d'un Pinochet que d'un Allende. Rappelons aussi que **Laurent Berger dirige un syndicat qui a soutenu la contre-réforme des retraites de 2003 et celle – avortée – de 2019** et que, en tant que président de la Confédération européenne des syndicats, Berger avait jusqu'en décembre 2022 pour secrétaire général Luca Visentini... qui attend désormais son procès pour corruption après avoir empoché de l'argent du Qatar en échange de son aveuglement volontaire quant aux conditions d'exploitation des travailleurs instaurées par ce régime islamiste. Ajoutez à cela la propension jamais démentie des SO syndicaux à collaborer avec la police (voire à faire le travail de chasse aux « casseurs » à sa place) et le fait que la coalition de gauche dites NUPES comprend en son sein l'immonde PS (à qui l'on doit notamment la dernière réforme des retraites datée de 2014 et la loi « Travaille ! » de 2016 adoptée à coup de 49.3) et le doute ne sera alors pas permis : **avec pareils amis (parlant en permanence en son nom), la classe ouvrière en lutte a à peine besoin d'ennemis.**

✦ **La V^{ème} République est un régime d'essence dictatoriale à envoyer aux poubelles de l'Histoire**

La présente république a succédé en 1958 à une IV^{ème} République qui s'est sabordée sur ordre de fractions séditieuses gaullistes de l'armée française, qui avaient évincé les autorités civiles, pris le pouvoir à Alger et en Corse et avaient déjà fixé la date de leur putsch dans la capitale. La V^{ème} République doit donc son exceptionnelle longévité au fait que, taillée sur mesure pour un général d'extrême-droite, elle porte en elle toutes les potentialités d'une dictature (article 16 de la constitution sur les pleins pouvoirs, article 36 sur l'état de siège, etc.), permettant ainsi une gestion de la populace efficace car modulable en fonction des circonstances. L'adoption de la contre-réforme des retraites démontre ainsi parfaitement la nature du régime : la loi afférente n'a jamais été votée par les députés mais – qu'importe ? – puisque l'utilisation successive ou combinée des articles 47.1, 44.2, 44.3 et 49.3 de la constitution permet quand même sa promulgation. Chaque nouvelle marotte de la classe dominante et de ses médias aux ordres (« la lutte contre le terrorisme », « la crise sanitaire », « le soutien à l'Ukraine ») se transforme d'ailleurs systématiquement en prétexte à l'adoption de mesures scélérates. Ainsi, depuis

la loi SILT du 30 octobre 2017, l'état d'urgence est devenu – par intégration de ses dispositions au droit commun – la nouvelle norme en matière de gouvernance. Notons au demeurant que les diverses organisations mafieuses (SAC, OAS, réseaux corses, Opus Dei, « Françafrique », loge maçonnique « Athanor »...) ne sont pas étrangères à cette république : elles y sont même totalement chez elles et constituent, depuis 1958, un inépuisable vivier de barbouzes dans lequel l'État et sa police viennent puiser des bonnes volontés au gré des coups tordus du moment.

✦ **L'alternative : communisme ou barbarie**

La bourgeoisie française théorise le passage à une « économie de guerre », enrégimente la jeunesse via le service national universel et se prépare à la confrontation armée, tant à l'extérieur de ses frontières (400 milliards d'euros budgétés pour les dépenses militaires de 2024 à 2030) qu'à l'intérieur de celles-ci, contre les travailleurs (ouverture prochaine de 200 nouvelles brigades de gendarmerie). **C'est ici la nature même du capitalisme : il « porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage »** (Jaurès). Il est *in fine* synonyme de mort, de souffrances infinies et de désolation, à l'image de la boucherie absurde qui frappe durement nos sœurs et frères de classe aujourd'hui en Ukraine – comme hier en Tchétchénie, en Afghanistan, au Kurdistan ou au Haut-Karabagh. En réaction à ce système économique inique, la floraison printanière de pratiques de luttes autonomes est en train de faire changer la peur de camp (comme en témoignage l'opportune annulation de la visite en France du roi Charles III) et – à condition justement de ne pas se cantonner au seul rejet de la contre-réforme des retraites (qui n'est jamais que la pointe émergée de l'iceberg de la régression sociale) – est propice à l'ouverture d'une voie vers la construction d'une société communiste. Pour ce faire, il faut continuer à pousser les organisations syndicales (là où elles sont présentes) à convoquer des assemblées générales de travailleurs. Ces AG doivent prendre le contrôle de la lutte en définissant leurs propres stratégies de lutte coordonnée, en élisant des comités de grève révocables, en constituant des comités de liaison inter-entreprises et interprofessionnels. Les querelles de chapelles syndicales et les jeux de pouvoir n'ont aucune place dans la lutte des classes. Il est donc indispensable d'identifier comme tels les bureaucrates des partis et des syndicats – préalable à leur éjection pure et simple. La question de nous regrouper et de nous consolider en classe révolutionnaire doit redevenir la question centrale de notre temps. **Contre l'austérité généralisée déguisée en « retour de l'inflation », contre la destruction globale et préméditée de la faune et de la flore, contre la bourgeoisie, son État et ses milices, passons résolument à l'offensive : ce sera nous ou eux.**

Face à l'État, aux flics et aux patrons, la solidarité est notre meilleure arme !

Contactez-nous :

contact.garap@protonmail.com

<https://garap.org/>

